COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

SUPPLEMENT A CPS N°21

- 5 avril 1988 -

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

INFLIGER UNE DEFAITE POLITIQUE A LA BOURGEOISIE

AU SECOND TOUR : BATTRE LE CANDIDAT UNIQUE DE LA BOURGEOISIE

Les résultats des élections présidentielles ne peuvent laisser indifférentes la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse. La bourgeoisie veut faire élire un de ses candidats et remporter ainsi une victoire politique sur les travailleurs et la jeunesse. Elle a besoin d'un gouvernement et d'un pouvoir forts, capables d'appliquer intégralement le "programme commun" du RPR et de l'UDF et, au-delà, d'atteindre les objectifs initiaux de la Ve République, notamment, le corporatisme. Réaliser le corporatisme c'est : par la "participation", poussée jusqu'à ses extrêmes limites, des centrales et organisations syndicales aux organismes de "discussion" et d'application de la politique gouvernementale et patronale, les dénaturer, c'est-à-dire les détruire en tant qu'organisations ouvrières ; "en finir avec le régime des partis" (DE GAULLE) ; réduire au minimum, sinon liquider, les libertés démocratiques.

CHIRAC, BARRE, LE PEN sont au premier tour les candidats de la bourgeoisie. De préférence, elle voudrait que CHIRAC soit élu au deuxième tour. Elu président de la République, couvert par la majorité parlementaire RPR-UDF, sans doute élargie à des députés renégats du PS et des députés "émigrants" du Front National, CHIRAC s'efforcerait de faire fonctionner pleinement la Ve République et ses institutions, tous les organes de l'Etat bourgeois selon une orientation et une volonté uniques : celles qui correspondent aux besoins et exigences du capitalisme français en crise. Les thèmes ultra-réactionnaires et pro-fascistes que développe ouvertement LE PEN montrent ce que sont ces besoins et exigences que maquillent encore CHIRAC et BARRE.

Pour infliger une retentissante défaite politique à la bourgeoisie : dès le premier tour le moins de voix possible pour ses candidats LE PEN, CHIRAC et BARRE ; au second tour battre CHIRAC ou BARRE, et pour cela toutes les voix sur le candidat du parti ouvrier restant en lice (vraisemblablement MITTERRAND).

NI OUBLI, NI ILLUSION

Pour autant : ni oubli, ni illusion. En 1981 : MITTERRAND a été élu président de la République ; une majorité de députés du PS et du PCF a été élue à l'Assemblée Nationale. Le gouvernement MITTERRAND - MAUROY - FITERMAN - CREPEAU, couvert par la majorité PS-PCF de l'Assemblée Nationale, le gouvernement MITTERRAND - FABIUS - CREPEAU, couvert par les députés du PS, ont trahi les travailleurs et la jeunesse. Ils se sont comportés en "gérants honnêtes et loyaux" du régime capitaliste en crise et de l'Etat bourgeois. Ils ont fait supporter aux travailleurs et à la jeunesse le poids de la crise. Si aux élections du 16 mars 1986 le RPR et l'UDF ont obtenu la majorité à l'Assemblée Nationale, si un important groupe du FN a été élu, si le gouvernement CHIRAC s'est constitué (MITTERRAND a accepté de désigner CHIRAC comme premier ministre) et exerce depuis deux ans le pouvoir, MITTERRAND, le PS et le PCF en portent l'entière responsabilité : leur politique a jeté le désarroi politique parmi les travailleurs et la jeunesse.

La crise du régime capitaliste n'est pas une légende : trois millions de chômeurs réels, une rapide croissance de la pauvreté absolue en témoignent. Le krach boursier a révélé au grand jour combien les fondements du régime capitaliste sont pourris. Les oscillations des marchés financiers signifient que leur palier actuel n'est que provisoire. Lors d'une émission de télévision le dimanche 27 mars, GISCARD D'ESTAING a convenu que d'autres krachs boursiers et financiers sont prévisibles. Mais, a-t-il précisé, leur cause directe sera cette fois une "récession". En clair : une brutale aggravation de la crise économique du régime capitaliste. De plus : au 1er janvier 1993, "l'acte unique" s'appliquera. Les pays membres de la CEE libèreront totalement la circulation entre eux des marchandises et des capitaux. Ils aligneront leurs systèmes d'impôt, leurs législations sociales et du travail, dont la Sécurité Sociale, et naturellement vers le bas.

UN PROGRAMME, UNE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES

Face à cette crise, la politique, le programme dont la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse ont besoin peuvent être rapidement esquissés :

- satisfaction de leurs revendications, parmi lesquelles : le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982, sa garantie par l'échelle mobile des salaires ; les 35 heures sans diminution du pouvoir d'achat ; la défense et l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence ; l'abrogation des réformes réactionnaires réalisées depuis des années contre la Sécurité Sociale, l'enseignement, les allocations de chômage, etc... ;
- mettre fin à la crise économique que le capitalisme engendre et résorption rapide du chômage, par un plan de production qui vise à satisfaire les immenses besoins populaires, plan élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs ;
- droits sociaux et politiques égaux pour tous, français et émigrés ;
- retrait des forces armées et de l'administration françaises des TOM-DOM, de Nouvelle Calédonie, de la mer d'Oman, du détroit d'Ormuz, du golfe Persique, etc, dénonciation de tous les traités et accords de nature impérialiste ;
- annulation immédiate du budget militaire et des forces répressives.

Pour atteindre ces objectifs, le Front Unique des organisations ouvrières, syndicats et partis, doit être imposé ; les dirigeants des centrales et organisations syndicales doivent dénoncer la "participation" et démissionner de ses organismes, ceux des partis ouvriers doivent rompre avec la bourgeoisie et ses partis ; il faut combattre pour un gouvernement des seuls partis ouvriers. De ce gouvernement les travailleurs exigeront : qu'il s'appuie directement sur eux pour balayer la Ve République et ses institutions, l'Etat bourgeois et ses organes, pour que soit édifié un Etat ouvrier et expropriées toutes les entreprises capitalistes qu'il sera nécessaire d'exproprier afin de réaliser le plan de production et en finir avec la crise économique.

DANS LE CADRE DU CAPITALISME EN CRISE

Force est de constater qu'aucune des organisations, qu'aucun des partis ouvriers qui présentent un candidat aux élections présidentielles ne défend un tel programme, une telle politique. Tous se situent dans le cadre du régime capitaliste en crise. Or, le moteur de l'économie capitaliste c'est uniquement le profit particulier que réalise chaque capitaliste et non la satisfaction des besoins de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Plus la crise s'aggrave, plus les capitalistes doivent, pour réaliser leurs profits, exploiter et surexploiter les travailleurs. A cette loi tout gouvernement, tout parti, qui défend le régime capitaliste, se plie inexorablement. C'est ce qu'ont fait les gouvernements au pouvoir de 1981 à 1986.

Annonçant qu'il est candidat, MITTERRAND a réaffirmé son allégeance au régime capitaliste en crise. Il se veut le défenseur de "la paix civile", en clair, de la Ve République, de ses institutions, de l'Etat et de l'ordre bourgeois. Il est pour "la paix sociale", en clair, le maintien de l'exploitation capitaliste. Il est pour la "participation", en clair, la soumission des centrales et organisations syndicales à la politique gouvernementale et patronale. Pour gouverner, s'il est réélu, il tend la main à la majorité parlementaire RPR-UDF. GISCARD D'ESTAING lui a déjà répondu : si le gouvernement que MITTERRAND formerait appliquait la politique du RPR et de l'UDF, une partie des députés RPR-UDF pourrait le tolérer, au moins provisoirement.

FACILITER LA MOBILISATION DU PROLETARIAT ET DE LA JEUNESSE

Dans ces conditions, notre Comité ne peut appeler à voter au premier tour pour le candidat d'une organisation ou d'un parti ouvrier déterminé : chacun votera pour le candidat d'un de ces partis ou organisations de son choix. Mais au 2e tour, il s'agira de battre le candidat unique de la bourgeoisie et d'infliger à celle-ci une dure défaite politique : inconditionnellement contre CHIRAC ou BARRE, vote pour le candidat du parti ouvrier restant en lice, vraisemblablement MITTERRAND.

Ce vote n'implique aucune confiance en MITTERRAND et en sa politique. Mais la défaite de son candidat unique au deuxième tour affaiblira politiquement la bourgeoisie, la destabilisera politiquement. Elle facilitera la mobilisation du prolétariat, son engagement dans le combat selon ses propres moyens et méthodes. Au mois de décembre 1986, par peur que les enseignants, la classe ouvrière, n'engagent le combat aux côtés des étudiants et des lycéens et ne balaient son gouvernement, CHIRAC a été contraint d'annuler le projet de loi DEVAQUET qui visait à l'éclatement de l'Université nationale et à privatiser chaque université. Les dirigeants du PS et du PCF, ceux des centrales syndicales ont tout fait pour que les enseignants et le prolétariat dans leur ensemble n'engagent pas le combat. Défenseurs de l'ordre, de la société, de l'Etat bourgeois, ils ont sauvé le gouvernement CHIRAC de la déroute. Grâce à eux il est resté au pouvoir. Mais il a subi une grave défaite qui l'a obligé à assouplir ses méthodes politiques et à différer l'application de nombre de dispositions prévues dans le programme RPR-UDF. CHIRAC et la bourgeoisie espèrent que son élection gommerait cette défaite politique. Sa défaite, ou celle de BARRE, au 2e tour des élections présidentielles, contribuerait à ce que la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, renouent avec le combat de novembre-décembre 1986, ses moyens, ses méthodes, ses objectifs.

Stéphane JUST - B. P. 154 - 92804 PUTEAUX